

5. LUTTER CONTRE LA DICTATURE ET RECEVOIR UNE 'MORT CIVILE'

Mon premier contact avec la guerre au Guatemala a été quand j'avais 12 ans, vers 1963. J'ai été très bouleversé d'apprendre que trois policiers avaient été abattus dans la rue. Ce fut un groupe de la guérilla qui, en fait, a revendiqué le meurtre de ces policiers. J'ai été surpris, étant un enfant, que personne n'ait pensé aux veuves et orphelins, j'ai donc commencé une campagne, j'ai visité des amis, des familiers et des entreprises pour rassembler des fonds pour ces enfants; je n'ai pas pu collecter beaucoup de quetzales, mais j'ai réussi à réunir un peu d'argent pour leur en apporter. Ce fut ma première mise en garde sur le thème de la guérilla, la violence, la subversion, le conflit qui commençait au Guatemala.

Peut être ce fut à ce moment-là que mon scepticisme pour les formules radicales de gauche a commencé à se construire car le plus important c'était la fin, mais aux dépens de n'importe quel moyen.

Quelques années plus tard, j'ai commencé aussi à m'éloigner de la formule du système radical de droite, opposé à la pensée. Une autre affaire qui m'a beaucoup marqué, a été celle de quelques dirigeants syndicaux, qui étaient réunis dans une petite ferme à Palin, aujourd'hui presque à la périphérie de la ville de Guatemala. L'armée est arrivée, ils ont été kidnappés, on les a forcés à monter dans un hélicoptère, ils ont volé vers l'Océan

Pacifique et ils ont été jetés vivants dans la mer. À cette époque personne ne le savait, parce que l'armée l'avait nié, mais quelques années plus tard je l'ai vérifié, des amis militaires me l'ont confirmé. Dans le REHMI et la CEH on y fait aussi référence.

Malgré l'irrationnalité des deux extrêmes –aussi bien ceux qui tuaient des policiers seulement pour les tuer, comme ceux qui faisaient les syndicalistes disparaître pour toujours - durant les années soixante-dix le pays a été polarisé et radicalisé, et il semblait qu'il n'y avait que deux alternatives, blanc ou noir : la guérilla ou le système.

Comment ne pas tomber dans le piège des extrémismes?

C'est vrai que c'est plus facile de se tourner vers les radicalismes. C'est plus facile d'être manichéiste : Soit, tu es avec moi ou soit, tu es contre moi. Le plus difficile c'est la pondération; et je crois que la meilleure formule pour l'achever c'est la curiosité. Dans mon cas, j'ai toujours été très curieux, depuis que j'étais enfant, quand je dévorais les encyclopédies que mon père nous achetait.

Les radicaux, pendant la guerre comme maintenant dans la paix, veulent toujours nous faire croire que nous avons seulement deux options : soit on est d'extrême gauche ou soit on est d'extrême droite. C'est au centre où je me sens plus identifié, plus à l'aise, intellectuellement et moralement.

Il y avait un espace pour ceux d'entre nous qui étaient centristes, et qui payons aussi un coût très élevé pour construire une alternative aux deux extrêmes.

Nous avions d'un côté la guérilla et de l'autre, le système, l'extrême droite. Mais au milieu nous étions les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates et le centre droit. Nous n'étions pas d'accord avec le mouvement marxiste subversif, mais non plus avec un système raciste, répressif, violent, qui n'est pas favorable au développement des personnes, qui n'a pas le sens de la solidarité sociale, qui ne voit pas l'intérêt d'investir ni dans la santé ni dans l'éducation, ni non plus dans l'intelligence.

Nous voulions et nous voulons une société démocratique, nous défendons la propriété privée, l'entrepreneuriat, la liberté individuelle, mais nous avons aussi une conscience sociale.

Dans cet espace commun entre centre gauche, centre et centre droit, nous avons naturellement des différences, mais il y avait un espace de dialogue. Comme celui qui nous manque tellement aujourd'hui.

Les socio-démocrates et la démocratie chrétienne, eux ils étaient plus structurés et ils étaient les héritiers de la Révolution de 44. Nous qui appartenons au centre-droit devions partir de zéro ; il n'y avait aucun parti, aucun mouvement, aucune tradition. Construire cela n'était pas facile, mais il y avait un besoin intellectuel et moral de créer cet espace.

Ceci n'était pas exempté de risques. Dans le centrisme nous voulions démontrer à la gauche et à la droite que nous n'étions pas des ennemis, que nous pouvions tous vivre ensemble, dialoguer, nous mettre d'accord. Mais la peur régnait. La guérilla nous considérait comme une partie du système qui devait être éliminé. Et l'extrême droite, le système, disait que nous les modérés nous étions « les copains de voyage de la gauche », et donc nous devions être détruits. Ils nous regardaient comme un danger politique, puisque nous pourrions affaiblir la base politique et la légitimité éthique du système.

C'est ainsi que les menaces et les attaques ont commencé.

Au début de 1980 nous partagions le bureau avec Alejandro Maldonado dans l'immeuble El Triangulo, c'était le siège de notre cabinet d'avocats et le siège du PNR. Le 31 janvier nous étions là à midi, lorsque nous avons écouté la nouvelle que l'Ambassade d'Espagne avait été occupée par des paysans du Comité de Unidad Campesina (comité d'unité paysanne) - (CUC) et par des étudiants de l'Université de San Carlos. Cela n'était pas une nouvelle extraordinaire, parce que les occupations d'ambassades étaient fréquentes, comme celle de l'Ambassade de Suisse ou celle du Brésil ; c'était quelque chose qui se produisait dans toute l'Amérique Latine. Le Gouvernement faisait des négociations, des prisonniers politiques étaient échangés et comme ça tout était fini.

On pouvait percevoir, ce 31 janvier, que les tensions augmentaient, jusqu'à ce que le gouvernement de Romeo Lucas a menacé de faire irruption dans l'ambassade d'Espagne. Ce su-

jet a été porté à l'attention du Gouvernement d'Espagne. Le chancelier espagnol a contacté le chancelier guatémaltèque et le gouvernement de Madrid a demandé officiellement au gouvernement de Guatemala de ne pas occuper l'ambassade. Il lui a demandé de négocier et trouver une solution et il lui a aussi rappelé que l'Ambassade était un territoire espagnol et que s'il entraît, c'était une violation de la législation internationale.

Malgré tout, Romeo Lucas Garcia, Président, Donaldo Alvarez Ruiz, Ministre de l'Intérieur, Germán Chupina Barahona, Directeur de la Police Nationale, et Pedro García Arredondo, chef du Commande 6, ont décidé d'y pénétrer avec les forces spéciales de l'Armée et de la Police. C'est à ce moment que l'incendie s'est déclenché. Le Gouvernement de Lucas a dit que les occupants ont lancé des cocktails molotov. Si l'Armée et la Police ne s'y étaient pas introduits de manière irréfléchie et en violant tous les principes de droit international dans le seul but d'expulser les occupants, peut-être que la tragédie des 37 morts ne se serait pas produite.

La sentence de l'affaire de l'incendie de l'ambassade, en 2015, a établi qu'il s'agissait d'un ordre direct de Lucas à Chupina Barahona et à García Arredondo afin que «personne ne soit laissé en vie», face à la peur que l'insurrection puisse gagner au Guatemala, comme elle l'avait fait au Nicaragua sandiniste, quelques mois avant, en 1979.

Un pompier a raconté pendant le procès comment la police avait empêché qu'ils éteignent le feu pour secourir les 37 personnes qui étaient à l'intérieur. L'ordre était que «personne ne pouvait être sauvé », comme l'a réitéré l'infirmière de la Croix-Rouge et témoin de ce jour, Odeth Arzú Castillo (RIP). Quand le gouvernement de Lucas a appris qu'il y avait deux survivants, l'ambassadeur espagnol Máximo Cajal et le paysan Gregorio Yujá, ils sont allés les chercher à l'hôpital où ils étaient soignés. Le paysan a été assassiné et abandonné devant l'USAC. L'ambassadeur Cajal a été protégé et emmené à la maison de l'ambassadeur des États Unis et a quitté le pays ; c'est pourquoi il a pu être sauvé.

Le thème a bien sûr été idéologisé, comme le voulait le Gouvernement de Lucas. Il y a eu d'autres prises d'ambassades, avant et après mais elles ont été résolues par des négociations et personne ne s'en rappelle maintenant.

En tant qu'avocat, internationaliste, guatémaltèque, j'ai dénoncé publiquement cette tragédie dans la prise de l'ambassade. Si le Gouvernement de Lucas avait fait une négociation au lieu d'entrer, 37 personnes ne seraient pas mortes. J'étais un des rares politiciens à avoir émis une opinion critique et à avoir condamné l'action du Gouvernement dans la prise de l'Ambassade d'Espagne. Pas seulement les progressistes critiquaient les actions de la dictature.

Ce n'était pas la première fois que je le faisais, mais c'était la première fois que j'ai reçu une menace des militaires. Un ami qui habite en zone 15, a téléphoné à mon épouse, et lui a dit :

«Chupina vient de me téléphoner (en ce moment Directeur de la Police Nationale) il m'a dit que le message suivant est pour Edmond: « Si ce petit coq, fils de pute, n'arrête pas de chanter, c'est nous qui le ferons taire ».

Le deuxième avertissement l'a fait le Viceministre de l'Intérieur de cette époque, Juan de Dios Reyes Leal, qui avait perdu un œil dans une attaque de la guérilla, il vivait à Don Justo, sur la route à El Salvador, avocat et mon ami, il m'a dit aussi: « Fais attention, arrête de parler mal du Gouvernement en public ».

Mes amis me disaient que je devais sortir du pays de temps en temps, car ils avaient vu que j'étais sur la liste de personnes qui allaient être assassinées ou qui allaient subir des attentats.

J'étais reconnaissant, car tout le monde n'avait pas la chance d'être informé pour pouvoir se protéger. Je ne voyageais pas dans une voiture blindée, je n'avais pas de garde du corps, ni d'armes, ni rien d'autre.

Je sentais que je devais utiliser ma position de Centre-droit, fils d'un anticommuniste qui était une figure importante du système, pour aider les personnes qui en avaient besoin.

Ainsi, j'ai suivi mes principes et me suis opposé aux abus du régime de Lucas.

Sauver la vie des adversaires

Pendant ce régime néfaste, vers 1979 ou 1980, un ami de Chiquimula, entrepreneur, est venu me voir pour me demander de lui rendre un service. Il a dit : « Regardez, j'ai un fils, qui a été mal conseillé, il a rejoint la guérilla. Et je m'inquiète pour lui à cause de la violence, je lui ai parlé et je l'ai convaincu, il a accepté de quitter le pays. Vous qui connaissez des personnes, des diplomates, des fonctionnaires d'ambassade, comment pourriez vous m'aider à faire sortir mon fils du Guatemala? » J'ai répondu positivement, et je lui ai dit que j'allais consulter mes contacts.

Une des personnes que j'ai contactées a été l'Ambassadeur du Venezuela. Nous devons nous rappeler que le Venezuela de cette époque n'était pas celui d'aujourd'hui ; à cette époque c'était un pays prospère, riche en pétrole, démocratique, présidé par des gouvernements chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux, promoteurs des dialogues de paix pour mettre fin à la guerre en l'Amérique Centrale.

L'ambassadeur a accepté de recevoir le jeune homme et nous avons accordé avec le père, mon ami, qu'un jour, à cinq heures de matin, avant l'aube, j'irais le chercher dans un coin du centre ville, dans ma Volkswagen coccinelle, laquelle, à ce jour là, je garde toujours dans mon garage. C'était dans un coin éloigné, vers la 11^{ème} avenue et 2^{ème} rue. Le jeune homme est arrivé habillé comme accordé, avec une valise. Je ne le connaissais pas. Je me suis arrêté au coin de la rue, j'ai ouvert la porte, il est monté, bonjour, bonjour, et nous n'avons plus parlé. À l'Ambassade du Venezuela tout était prêt, et avant cinq heures et demi du matin j'ai klaxonné trois fois, tut, tut, tut et nous sommes entrés. Il est descendu, les fonctionnaires l'ont accueilli, et ayant accompli mon devoir, je me suis retourné et je suis parti.

Le mois suivant, un copain qui travaille dans les ateliers du journal Prensa Libre et qui avait travaillé auparavant dans le journal de mon père est venu me chercher dans mon bureau. Il venait de Jalapa, et il m'a dit que son frère cadet avait aussi des problèmes, l'armée le poursuivait, ils étaient même allés le cher-

cher à la maison paternelle à Jalapa, mais il s'était échappé par les toits des maisons voisines. Sa mère était très préoccupée et elle lui demandait ce qu'ils pouvaient faire.

« Je sais que vous avez aidé des personnes à sortir du pays », me dit-il.

Donc j'ai fait la même chose. Le chercher dans un coin, klaxonner trois fois et je l'ai laissé à l'ambassade. Avec eux deux et d'autres. Je l'ai fait cinq fois en tout.

C'est ainsi que j'ai aidé à sauver la vie de jeunes qui étaient tombés dans le piège de l'extrémisme, de jeunes qui étaient prêts à avoir une autre opportunité dans la vie et refaire leurs vies. Mais parfois cela n'était pas possible. Je crois que de temps en temps les jeunes ont du mal à comprendre pourquoi leurs parents leurs disent de « ne pas chercher de problèmes », d'autant plus qu'à cette époque les conséquences pouvaient être fatales.

Parmi les cinq jeunes que j'ai aidés à sortir de pays, certains n'ont pas survécu. L'un d'entre eux, le frère de mon ami qui travaillait à Prensa Libre, avait été emmené par l'ambassade du Venezuela au Costa Rica, car là-bas il y avait des personnes qu'il connaissait pour recommencer sa vie. Mais trois ou quatre mois après, mon ami est venu me voir pour me dire que son frère était porté disparu. Il avait été kidnappé à San José de Costa Rica, trois jours après son corps est apparu, torturé et pendu dans un bois aux alentours de la capitale de Costa Rica.

Je sauvais des jeunes poursuivis, avec l'espoir de les faire sortir du mauvais chemin, même si cela risquait mon intégrité physique, je sentais que je devais utiliser mes écus imaginaires comme un homme de droite, fils d'une personne d'extrême droite et diplômé de l'Institut Adolfo V. Hall, et les mettre au service des personnes qui étaient en danger. Ce sont des choses que je gardais comme mon plus grand secret, aucun de mes amis, ou du parti PNR ne savaient que je le faisais; je ne le racontais même pas à mon épouse, je ne lui disais pas pourquoi quelquefois je devais sortir à cinq heures du matin. Je ne voulais pas la mettre en danger. Je le lui ai raconté deux mois après. Quoique tout cela ait été évidemment su, par les familles qui

voulait faire sortir des personnes du pays, comme par la dictature, comme nous le verrons plus tard.

Sauver des vies était pour moi une question d'idéaux, de principes, de solidarité humaine, et de briser ce maudit manichéisme dans lequel était tombé le Guatemala.

J'ai toujours cru, même dans nos pires moments, que nous avions besoin de communiquer, construire des ponts, sauver des vies, trouver ce qui nous unit et non pas de nous concentrer sur ce qui nous sépare. C'étaient des actions politiques cohérentes avec ma vie et ma vision politique, des actions humanitaires.

Dans mon ingénuité, je croyais qu'il était peu probable qu'il y ait des représailles contre moi. Mais il y en a eu, non pas par assassinat, mais par une tentative de mort civile.

Le directeur d'un journal de l'époque, considéré comme critique, disait à ses collaborateurs : « Écrivez sur la poésie, ne vous mêlez pas de la politique ». La peur était très profonde, dans tout le pays.

Mes amis militaires continuaient à m'avertir en 1980 et 1981. « Edmond, tu es sur une liste. Il faut que tu te calmes. Tu ferais mieux de partir pour quelque temps ». Je leur remerciais et voyageais au Mexique, au Panama, aux États Unis, je partais quelques semaines pendant que les choses se calmaient. Je ne sais pas si ces sorties ont empêché qu'on me kidnappe ou qu'on m'emprisonne.

L'atmosphère était très dangereuse pour faire de la politique au Guatemala. Il y avait beaucoup de meurtres, d'enlèvements, de disparitions, beaucoup de violence. En 1979, 99 avocats ont été tués dans notre pays. Dans la ville on vivait une grande tension. Les subversifs, de leur côté, continuaient à kidnapper et à assassiner des gens.

Les représailles : « une mort civile »

Pour mon record de travail politique et social des six années précédentes, à la fin de 1981, il avait été décidé que je serais un des candidats à député de l'opposition politique au régime, l'alliance DC-PNR, pour les élections de mars 1982.

Mais c'est en novembre de 1981 que le scandale a éclaté.

En tant qu'avocat, j'étais le notaire qui aidait avec les démarches d'adoption de trois familles canadiennes, qui séjournaient à l'hôtel Camino Real ; c'est-à-dire, qu'ils n'étaient pas dans une pension clandestine pour ne pas être repérés. J'étais leur notaire et nous étions en train de compléter les démarches administratives pour qu'elles puissent partir avec leurs enfants adoptés au Canada. Comme au Guatemala c'était chaque fois plus fréquent la demande de "pots-de-vin" par des officiers qui retardaient les processus, nous avons réussi que les processus soient complétés dans le pays de destination, qui avaient une institutionalité plus solide.

Nous avons pour cela un avis favorable des Tribunaux de Famille, du bureau de l'Immigration et du Gouvernement du Canada. C'était très important que les enfants orphelins ou abandonnés ne soient pas élevés pendant deux, trois, quatre ans dans les institutions, à cause de la lenteur ou la corruption des institutions guatémaltèques, mais plutôt qu'ils puissent partir vite dans leurs maisons d'adoption, avec leurs pères et mères. Nous savons que cela est important pour le développement de la personnalité de l'enfant, ils ont besoin de soin et d'amour le plus tôt possible.

La législation de l'époque permettait de compléter le processus d'adoption dans le pays de destination de l'enfant. C'était une pratique courante dans les cabinets d'avocats. Le seul objectif était de sauver les enfants le plus rapidement possible.

En cette occasion, les mères canadiennes étaient déjà avec leurs enfants au Camino Real. Les documents nécessaires avaient déjà été signés et étaient dans la dernière démarche des passeports des enfants, pour qu'ils puissent voyager.

Un matin, j'étais dans mon bureau et on m'a téléphoné pour me dire que la Police Judiciaire était arrivée au Camino Real et qu'ils avaient pris les familles canadiennes et les enfants, et que la police me cherchait. J'avais l'option de me cacher ou de me présenter. Bien sûr, je me suis présenté, car il n'avait pas de crime ni rien d'irrégulier.

Quand je suis arrivé au Deuxième Corps, ils m'ont arrêté et ils ont continué avec l'opération. Dans ma naïveté je pensais

que tout serait vite éclairé et résolu. La police m'a dit : Si les mères biologiques arrivent pour constater qu'il ne s'agit pas d'enfants volés, tout sera fini et vous serez libérés. Donc j'ai demandé aux mamans biologiques de se présenter pour déclarer la vérité, qu'elles avaient volontairement donné leurs enfants en adoption, mais lorsqu'elles sont arrivées, elles ont aussi été capturées et accusées.

Ils ont convoqué la presse à trois heures de l'après-midi. Dans la cour du Deuxième Corps, il y avait même un marimba de la Police Judiciaire, pour « rendre l'ambiance plus agréable » pendant que les journalistes arrivaient. La Police Judiciaire, cette institution qui arrêtait, torturait, faisait disparaître et assassinait les adversaires, cette institution de terreur qui faisait du trafic d'enfants à travers des adoptions douteuses, annonçait dans une conférence de presse que j'avais été capturé pour 'trafic et exportation d'enfants'. Evidemment, j'étais le seul avocat qui avait été capturé pour ce «crime» dans l'histoire du régime, puisqu'il s'agissait d'une représaille politique.

Il me semble incroyable qu'il y ait des personnes qui donnent de la crédibilité à la Police Judiciaire de 1981 comme si c'était le FBI.

Probablement puisque je venais d'une famille anti-communiste et avais des amis militaires, il ne m'ont pas tué, mais il m'ont donné une 'mort civile' à la place.

Ça fut un grand scandale, qui a paru le lendemain à la une de Prensa Libre, c'était un grand coup. On ne s'attend pas à ce que les actions de bonne volonté, légales, avec la volonté de servir et d'aider les enfants orphelins, soient l'objet d'une telle attaque.

Dans la prison du Deuxième Corps, les conditions étaient déplorables. Les seules « toilettes » c'était un trou au milieu de la cour. J'ai commencé à recevoir des visites d'amis, de familiers, d'avocats, de coreligionnaires de l'opposition. J'ai la liste de personnes qui m'ont visité quelque part. La maman d'un ami de cette époque, qui habitait dans le Callejón Delfino, m'apportait du lait tous les jours. Je lui serai toujours reconnaissant.

Finalement on m'a donné un lit superposé à l'hôpital où je suis resté pendant environ trois semaines. Je partageais la chambre avec un homme, déjà âgé, qui était à cet hôpital pour faire ses derniers examens, après avoir purgé une peine de 36 ans pour assassinat, et aussi avec un garçon très maigre, qui restait toujours au lit, qui était toujours couché sous les couvertures, très malade, je ne pouvais voir que ses yeux, qui me regardaient tout le temps. J'étais toujours effrayé et je regrette tous les jours de ne pas lui avoir parlé et de ne pas lui avoir demandé son histoire.

La police judiciaire a publié postérieurement un autre document préservé dans les Archives Historiques de la Police Nationale, qui disait que j'avais réussi à sortir de prison grâce à mes « connections politiques ». Mais je faisais partie de l'opposition dans le DC-PNR! Comment pourrais-je avoir des connections ? Bien sûr que mes collègues faisaient pression, mais en tant qu'opposés, pas comme alliés du régime.

En effet, lors de l'Assemblée pour nommer les candidats aux élections de mars de 1982, j'étais en état d'arrestation. Les dirigeants de l'alliance DC-PNR ont laissé ma chaise vide comme signe de reconnaissance et l'alliance a conservé ma candidature. Ça n'a été que quelques jours avant Noël, je crois que c'était le 22 décembre de 1981, qu'ils ont réussi à me faire sortir, Alejandro Maldonado, leader de l'alliance PNR-DC, est venu me chercher en prison.

À ma sortie de prison, j'ai continué avec les démarches d'adoption des enfants, pour qu'ils puissent partir. Ce ne fut que plusieurs mois plus tard qu'ils ont réussi à être réunis avec leurs mamans adoptives canadiennes. De plus, quelques semaines plus tard, un tribunal a résolu que les accusations portées contre moi étaient sans fondement et donc les poursuites ont été abandonnées.

Quelque mois plus tard, le Vice-ministre de l'Intérieur, mon ami, Juan de Dios Reyes Leal, m'a confirmé que tout avait été planifié par le Ministre Donaldo Alvarez Ruiz, et le Directeur de la Police, Germán Chupina.

C'était un scandale fabriqué par le régime à cause de mon opposition politique.

Je peux assurer que mes actions en tant que notaire ont été toujours légales, et en cherchant le bien-être des enfants qui avaient besoin de familles adoptives. Mon travail était ad honorem, c'est-à-dire que je ne percevais pas d'honoraires, les familles adoptives ne payaient que les formalités administratives.

Il faut dire qu'au Guatemala il y avait des abus ; il y avait des vols d'enfants et des falsifications d'actes de naissances. Il y avait tout type de crime lié au thème de l'adoption. Le système institutionnel d'adoptions avait besoin d'être amélioré. Mais cela ne signifie pas que tous les avocats et notaires qui travaillaient de bonne foi pour aider les enfants orphelins, le faisions illégalement ; il y a d'autres avocats prominents actuellement qui, à cette époque-là, ont aussi appuyé avec les adoptions de forme légitime.

25 ans plus tard, on a discuté au Congrès de Guatemala la ratification de la Convention de l'Haye sur les adoptions et aussi les réformes à la législation nationale pour élever les standards guatémaltèques pour donner toutes les garanties aux enfants et parents adoptifs. À ce moment-là, j'étais ambassadeur du Guatemala auprès de l'Union Européenne et j'ai promu entre la Chancellerie et les députés, les réformes et les ratifications nécessaires pour avancer dans la direction correcte et avoir plus de contrôle pour les adoptions.

Quand j'étais à Haïti après le tremblement de terre de 2010, en qualité de chef de mission de l'ONU, il y avait plusieurs familles motivées par la solidarité qui voulaient adopter des enfants haïtiens orphelins, il y en avait des milliers ; il faut se rappeler que dans cette catastrophe sont morts 316 000 personnes. C'est là que j'ai commencé à voir des problèmes institutionnels parce qu'en Haïti il n'y avait pas d'État, non plus de registre. C'était moi qui ai proposé au Premier Ministre d'Haïti que tout enfant adopté internationalement, devait passer par l'approbation du bureau du Premier Ministre, pour vérifier qu'aucune étape institutionnelle avait été omise.

L'adoption est une institution admirable, que nous devons promouvoir. Voyons combien de centaines d'enfants guatémaltèques qui n'ont pas la chance d'avoir une famille qui les adopte,

finissent dans des auberges de jeunesse quand ils sont adolescents ou dans les rues.

La fraude, la manifestation, les lacrymogènes

Aucune dictature ne cède le pouvoir par magie, la démocratie se conquiert en luttant.

Quand nous étions déjà tous fatigués de la dictature de Lucas (commencée en 1978) et que nous espérions l'écarter du pouvoir par la voie électorale et pacifique, les élections de début de mars 1982 sont arrivées. Avec elles est arrivée aussi la grande fraude qui a essayé de perpétuer le régime de terreur, mais nous sommes tous sortis dans les rues pour protester parce qu'on nous avait volé les élections.

Nous sommes sortis dans les rues ensemble, ceux du centre-gauche et centre-droit, il faut se rappeler que dans ces élections nous allions en tant qu'alliés la DC-PNR, avec Alejandro Maldonado comme président et Roberto Carpio Nicolle comme vice-président. Nous nous sommes alliés pour mettre fin au régime des dictateurs militaires.

Nous protestions ensemble contre la fraude, démocrate-chrétiens avec Vinicio Cerezo, social-démocrates avec Mario Solórzano et nous du centre-droit avec Alejandro Maldonado. Et ce n'était pas seulement nous les politiques, c'étaient tous les citoyens ; il y avait beaucoup de monde dans les rues.

Il y a eu une répression violente. Nous avons remarqué qu'il y avait des infiltrés parmi les manifestants, des personnes du Gouvernement qui semblaient plutôt de la Police Judiciaire, habillés en civil.

Le gouvernement voulait disperser la manifestation et éviter notre arrivée au Parc Central. Ce dont je me souviens le plus, c'est la bombe lacrymogène, qui m'a éclaté aux pieds, entre la 6ème avenue et la 10ème rue, près de la Plaza Vivar. Avec une bombe lacrymogène on ne peut pas respirer, les yeux brûlent. Les copains sont venus m'aider et m'ont porté à l'hôtel Ritz Continental et ils ont submergé ma tête et la moitié de mon corps dans la piscine qui était au premier étage, pour diluer les effets des gaz lacrymogènes.

Il faut se rappeler que c'était mars de 1982 pendant le gouvernement de Lucas. Une fois récupéré, nous sommes montés au cinquième étage et ce que nous avons vu était terrible. Ce qui m'est arrivé n'était rien comparé avec la répression violente qui a suivi. Nous pouvions regarder d'en haut, la manifestation qui comprenait de nombreux citoyens et mouvements sociaux. Nous avons vu qu'il y avait des éléments infiltrés, des policiers judiciaires de cette époque, qui ont commencé à ouvrir le feu sur les manifestants. J'ai vu au moins une personne assassinée au coin de la 7ème avenue et 10ème rue. J'ai vu d'autres personnes blessées par balle. Nous avons confirmé une fois de plus les niveaux de barbarie et d'impudence de la dictature de Lucas.

Lucas avait été déjà dans la présidence pendant 4 ans et nous savions à quoi nous attendre. Mais à ce moment là nous avons pris courage et nous avons dit : Bon, ici il faut tout donner. Les leaders des manifestations sont sortis courageux. Vinicio Cerezo, Alejandro Maldonado Aguirre, Leonel Sisniega Otero, Alfonso Cabrera, Catalina Soberanis, Ricardo Gómez, Alfonso Alonso Barillas, Mario Solórzano. Nous ne nous sommes pas découragés.

Le seul qui aurait dû manifester et protester mais ne l'a pas fait, fut Alvaro Arzú, qui avait gagné la mairie de la capitale. Il avait une alliance avec Lucas García, avec qui il avait travaillé comme directeur de l'Inguat et sa famille politique García Granados était très proche du dictateur. Il s'est un peu racheté par sa décision de ne pas accepter être nommé maire quand Rios Montt lui a offert le poste. Il avait gagné proprement la mairie avec l'Alliance DC-PNR et il n'allait pas l'accepter d'un putschiste.

Quelques jours après s'est produit le coup d'État contre Lucas Garcia par des jeunes militaires, liderés par mon camarade de classe et ami Rodolfo Muñoz Piloña. Ils ont mis en charge à Rios Montt avec le compromis de convoquer une Assemblée Nationale Constitutionnelle. Plus tard, Rios Montt a aussi voulu se perpétuer au pouvoir et a exécuté des prisonniers, malgré la demande de clémence du Pape Jean Paul II à l'occasion de sa visite. Rios Montt a essayé d'établir, avec plus de

massacres et de corruption, un régime messianique, raison pour laquelle nous, les Guatémaltèques, l'avons fait sortir.

Le régime de Ríos Montt était si macabre que dans la Constitution démocratique, la participation de dictateurs et leurs familles a été interdite.

J'ai cru et j'avais travaillé pour défendre une démocratie libérale, car toutes les atrocités du système, des régimes mili-

itaires, n'ont fait que donner des munitions à la gauche pour croître politiquement. Avec chaque assassinat, massacre, terre brûlée, enlèvement, la gauche radicale avait plus d'arguments pour justifier son avancement.

Aujourd'hui : l'extrême droite, le système, est en train d'utiliser la même stratégie incorrecte qui essaye de tout coopter. Plus le pays se polarise entre l'extrême gauche et l'extrême droite, plus on perdra tous quand la corde se rompra du côté plus fragile. Et après qui va gagner ? La gauche radicale, et la droite ne pourra rien dire. Nous l'avons vu partout. L'Exemple le plus récent est celui de la Bolivie, le pays qui ressemble le plus au Guatemala. Et aussi au Chili, à l'Equateur, au Pérou et en Argentine.

La démocratie est le meilleur antidote contre l'extrême gauche et contre l'extrême droite.